

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 Place de la République  
28019 Chartres

Chartres, le 27/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **COLLECTES VALORISATION ENERGIE DECHETS**

7 rue du Docteur LANCEREAUX  
75008 Paris

Références : IC250594  
Code AIOT : 0010004829

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2025 dans l'établissement COLLECTES VALORISATION ENERGIE DECHETS implanté Lieu-dit Le Tertre 28200 Marboué. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COLLECTES VALORISATION ENERGIE DECHETS
- Lieu-dit Le Tertre 28200 Marboué
- Code AIOT : 0010004829
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Filiale du groupe PAPREC, la société COVED (Collectes Valorisation Energie Déchets) exploite un

centre de tri de déchets ménagers et assimilés issus des collectes sélectives, de déchets industriels banals et une station de compostage des déchets verts sur la commune de Marboué qui a été autorisé par arrêté préfectoral n°1232 du 09/08/2001.

### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

L'inspection constate que, dans le cadre de la cessation d'activité du site en cours, aucun déchet

n'est présent au niveau de la plateforme déchets du site.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Conditions de stockage des déchets - Envois	Arrêté Préfectoral du 09/08/2001, article 3-1.5.3 et 3-1.7.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Conditions de stockage des déchets - Envois**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/08/2001, article 3-1.5.3 et 3-1.7.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Envois de déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 17/01/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 12/04/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Article 3-1.5.3 :</u> Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention [...] des envois, [...]) pour les

populations avoisinantes et l'environnement.

Article 3-1.7.1 :

L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence.

En particulier :

- les éléments légers qui se seraient dispersés dans et hors de l'établissement doivent être régulièrement ramassés [...].

**Constats :**

Rappel du constat de la visite d'inspection du 17/01/2025 :

[...]L'ensemble du site est maintenu dans un état globalement propre, à l'exception de la zone située entre le merlon de terre et la clôture Est, où une partie des plastiques emportés par le vent se trouvent coincés.

Constat : écart relevé, présence importante de déchets aux alentours du site (envols provenant du site).

**Visite d'inspection du 26/09/2025 :**

Le jour de la visite, il a été constaté la présence de déchets dans la zone située entre le merlon de terre et la clôture Est du site.

**constat : écart constaté, présence importante de déchets en périphérie du site**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours